



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social¹

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

¹ La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande), organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 2010, œuvre en faveur de la justice et de l'égalité pour les femmes et les filles de toutes les origines ethniques et générations. Depuis sa création en 2000, Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) joue un rôle de premier plan dans la promotion de la justice pour les femmes et les filles et l'autonomisation des femmes. L'organisation contrôle et examine les progrès réalisés en faveur de l'autonomisation et du bien-être des femmes et des filles en Nouvelle-Zélande et dans la sous-région du Pacifique, et rend compte de ces progrès. Il est essentiel pour la Nouvelle-Zélande, pays à forte économie rurale, de surmonter les obstacles et d'assurer l'égalité des chances pour toutes les femmes, en particulier les femmes rurales. L'accès et la participation aux médias et technologies connexes jouent un rôle crucial dans l'autonomisation de toutes les femmes, en particulier les femmes rurales.

Les technologies de l'information occupent une place importante dans les zones rurales de la Nouvelle-Zélande car de multiples technologies sont utilisées dans les exploitations, que ce soit dans le cadre de la gestion quotidienne ou pour communiquer avec l'ensemble de la communauté. Pour les femmes rurales du monde entier, la connectivité est essentielle et a un impact sur tous les aspects de la vie et des interactions sociales. Un accès limité ou médiocre à Internet affecte la vie de famille, la gestion des affaires et la scolarisation des enfants, et complique la tâche des réseaux d'appui, en particulier lorsque la sécurité des femmes est menacée, même là où le niveau de développement est élevé.

L'accès au financement est important : il peut être une source de stress pour les femmes rurales et un facteur d'isolement pour les compagnes des travailleurs ruraux migrants, qui dépendent du visa de travail de leur conjoint pour avoir le droit de vivre en Nouvelle-Zélande. Ces femmes ont le droit de travailler ou d'étudier, mais les possibilités de travail indépendant étant souvent limitées ou inexistantes dans les zones rurales, elles dépendent totalement de leur partenaire sur le plan financier. Des problèmes similaires se retrouvent dans de nombreux États.

Les droits des femmes relatifs à la propriété foncière demeurent un problème dans le monde entier. Les femmes sont actives dans l'agriculture mais nombre d'entre elles ne bénéficient pas de droits fonciers ou les ont perdus. Cela peut être dû à des déplacements, forcés ou volontaires, ou résulter de la colonisation et de l'imposition de lois patriarcales. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la dépendance qui en résultent ajoutent aux difficultés auxquelles sont confrontées les femmes rurales.

L'isolement est un problème majeur pour de nombreuses personnes dans les communautés rurales. En Nouvelle-Zélande, les services sont limités dans les petites localités rurales et il est nécessaire de prendre les transports vers les grands centres pour accéder à de nombreuses installations ; la plupart des femmes conduisent mais celles qui ne le peuvent pas ou qui n'ont pas de véhicule doivent compter sur des amis, des voisins ou sur leur famille. Les transports publics sont limités dans les zones rurales de la Nouvelle-Zélande.

L'accès aux soins de santé, notamment de maternité, est souvent restreint pour les femmes des zones rurales, qui doivent alors se déplacer jusqu'aux grands centres de soins. Les soins postnatals peuvent être limités ou inexistantes.

Les services d'appui sont souvent rares ou difficiles d'accès pour les femmes des zones rurales. Les communautés rurales sont petites et très soudées, ce qui limite la capacité d'une femme à obtenir de l'aide si elle veut quitter une relation violente ou abusive. La Nouvelle-Zélande rurale a vu augmenter le nombre de migrants qui

effectuent des travaux agricoles. Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) s'occupe du bien-être et de la sécurité des femmes migrantes confrontées à l'isolement, ainsi que des victimes de violences domestiques qui ne peuvent pas obtenir de l'aide. Ces femmes ne connaissent guère les lois et systèmes néo-zélandais. Leur partenaire peut retirer son parrainage d'immigration si un acte de violence est signalé.

Les problèmes de santé mentale sont de plus en plus préoccupants dans les communautés rurales néo-zélandaises, où les femmes vivent dans des conditions particulièrement stressantes. Ces femmes ne cherchent pas d'aide car elles sont trop occupées à faire face aux problèmes agricoles, notamment les inondations, la sécheresse, les questions financières et la subsistance de la famille et de la communauté. Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) constate avec inquiétude que les services de santé mentale à l'échelle nationale ne répondent pas à la demande actuelle. Ces services sont terriblement insuffisants dans les zones rurales. La nécessité augmente dans le monde entier à mesure que les changements climatiques s'intensifient.

Les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles, aggravés par l'isolement, constituent un défi majeur pour les femmes rurales. Les femmes du Pacifique, en particulier sur les atolls, font face à l'élévation du niveau de la mer qui détruit les jardins et les plantations. La Nouvelle-Zélande subit les effets des changements climatiques, notamment des sécheresses prolongées et des inondations extrêmes. Les séismes et l'activité volcanique aggravent encore l'isolement en raison de la difficulté d'accès ou des évacuations qui perturbent les communautés, comme on l'a vu dans la région du Pacifique où l'activité volcanique a forcé le déplacement de communautés entières. Tout le poids de ces bouleversements repose sur les femmes alors même qu'elles cherchent à soutenir leur famille et à subvenir à ses besoins. La fourniture rapide de l'aide aux zones sinistrées est essentielle, mais fait souvent défaut dans les zones rurales. L'accès aux communautés rurales reculées et aux fermes isolées nécessite l'action conjuguée de divers services, comme dans le cas du tremblement de terre de Taïoura en Nouvelle-Zélande. Bien que celle-ci soit un pays très développé, les secours n'ont pu être apportés à tous que difficilement et avec des retards.

Partout dans le monde, l'accès aux technologies de l'information telles qu'Internet est indispensable pour assurer la connectivité et minimiser l'isolement des femmes rurales et autochtones. Un grand nombre de femmes autochtones maori de Nouvelle-Zélande vivent dans des zones rurales reculées, économiquement sinistrées, ce qui aggrave leur pauvreté. Malgré un niveau élevé de couverture et un programme d'extension du haut débit de qualité, de nombreuses zones rurales sont toujours confrontées à des services Internet de mauvaise qualité et dépassés, limitant la connectivité. La modernisation des services est un défi encore plus grand pour les États sous-développés.

Grâce à une meilleure connectivité rendue possible par la technologie, Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) a pu étendre son mandat à l'ensemble de la sous-région du Pacifique afin d'interagir avec les organisations de femmes et les soutenir. La diffusion électronique de la brochure en samoan sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes auprès des organisations de femmes de Samoa en est un exemple.

Le thème général à l'examen couvre tous les aspects de la vie des femmes rurales, améliorant ainsi les résultats du thème prioritaire. Les médias traditionnels de la radio et de la télévision disposent de plateformes de médias sociaux, largement utilisées par les femmes et les filles. Les reporters de première ligne en Nouvelle-Zélande sont souvent des femmes, et ce dans tous les médias. Près de la moitié des

journalistes sont des femmes, mais moins de 10 % des reportages sont consacrés à celles-ci. Les femmes dans les médias sont régulièrement confrontées au harcèlement sexuel. Du fait de l'absence de lignes directrices ou de protocoles pour lutter contre le harcèlement sexiste, de nombreuses femmes ont l'impression que celui-ci fait tout simplement partie du travail. La sexualisation des femmes et des filles dans les médias, en particulier la publicité, continue de susciter des inquiétudes et constitue un problème majeur dans la plupart des États.

Les technologies de l'information et de la communication font partie intégrante de la vie en Nouvelle-Zélande, avec diverses plateformes régulièrement utilisées par les femmes et les filles. Une organisation de sécurité à but non lucratif (Netscape), appuyée par les Ministères de l'éducation et de la justice, fournit d'excellentes informations en ligne sur les risques constants liés au harcèlement, à l'escroquerie, à la pornographie et à la prédation sexuelle en ligne ciblant les jeunes femmes et les filles.

Les médias et les technologies de l'information et de la communication ont beaucoup à offrir aux femmes et aux filles du monde entier. La mise en œuvre des objectifs de développement durable sera facilitée par l'utilisation accrue des plateformes technologiques. Le développement des entreprises, les possibilités d'emploi, l'éducation et la santé bénéficient de l'échange de données d'expérience grâce à la connectivité croissante dans le monde entier, favorisant en particulier l'autonomisation des femmes rurales et l'égalité des sexes.

Malgré l'utilisation généralisée des médias dans la vie quotidienne, la participation des femmes au secteur des technologies de l'information et de la communication est faible. En Nouvelle-Zélande, où la connectivité est élevée, seule 23 % de la main-d'œuvre est féminine. Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) encourage la promotion des carrières en technologies de l'information auprès des femmes et des filles dans le monde entier.

L'accès aux technologies de la communication permet aux femmes de cultiver des liens familiaux et communautaires dans le monde entier. Entretenir des liens familiaux et culturels sur de grandes distances permet aux femmes de s'affirmer. Être soutenues dans leurs objectifs peut leur donner l'impulsion dont elles ont besoin. Les technologies de la communication permettent l'indépendance financière et donnent la capacité d'aider sa famille dans un environnement sûr et durable. L'utilisation des technologies accroît la visibilité, favorisant l'acceptation de la différence dans une population de plus en plus diversifiée.

Les deux thèmes de la session de 2017 se recoupent parfaitement. Pacific Women's Watch (Nouvelle-Zélande) prie instamment la Commission, à l'occasion de la soixante-deuxième déclaration finale, de promouvoir l'accès égal, sûr et sécurisé aux technologies de l'information pour toutes les femmes.

Il est essentiel pour l'autonomisation de toutes les femmes, notamment des femmes rurales, de réaliser l'objectif de développement durable n° 5 d'encourager les femmes et les filles à travailler dans le secteur des technologies de l'information et d'accroître la visibilité et l'acceptation des femmes dans les médias. Les difficultés étant beaucoup plus importantes pour les femmes rurales dans les États sous-développés, où le régime foncier est fragile, les financements extrêmement difficiles à obtenir et l'accès à des plantes et semences de qualité incertain, nous demandons à la Commission de continuer à chercher des solutions durables. Soyons solidaires des femmes rurales du monde entier, car elles continuent de jouer un rôle essentiel en tant que productrices de denrées alimentaires et gardiennes de la fertilité de la plupart des terres consacrées à l'agriculture.